

AP n° 2023-MD-168-IC

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
de la SELARL AMANDINE RIQUELME à Reims
désignée liquidateur judiciaire de la société SB CERAMIC
pour ses installations situées 12 avenue de la République à Vitry-le-François (51300)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.220-2 et L.512-20 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-A-85-IC du 30 décembre 2009 autorisant la société LECICO FRANCE à exploiter ses installations à Vitry-le-François ;
Vu le jugement d'ouverture du 31 octobre 2013 d'une procédure de redressement judiciaire au nom de la société LECICO FRANCE ;
Vu l'avis de modifications et mutations diverses déposé au greffe du Tribunal de commerce de Châlons-en-Champagne le 10 septembre 2014 portant modification du Gérant Pagazani, Hervé Jean Roland et modification survenue sur la dénomination (LECICO FRANCE en SB CERAMIC), le capital (augmentation) et l'administration ;
Vu le jugement du 2 avril 2015 prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire, désignant liquidateur Maître François DELTOUR 3 rue Noël 51100 Reims pour la société SB CERAMIC ;
Vu le courrier daté du 3 juillet 2015 du mandataire judiciaire déclarant la cessation d'activité de la société SB CERAMIC (anciennement LECICO France) ;
Vu le courrier daté du 9 mars 2016 du mandataire judiciaire informant de la désignation de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL) AMANDINE RIQUELME par le Tribunal de commerce de Châlons-en-Champagne en lieu et place de Maître François DELTOUR ;
Vu les rapports de visite de l'inspection des installations classées suites aux visites dans le cadre de la cessation d'activité des 3 novembre 2015 et 25 août 2016 ;
Vu le rapport et les propositions en date du 20 juillet 2023 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 24 juillet 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
Vu l'absence de réponse du liquidateur judiciaire, valant accord, dans le cadre de la procédure contradictoire qui lui est accordée pour donner ses observations sur le présent projet d'arrêté.

Considérant que la société LECICO FRANCE exploitait, sur le territoire de la commune de Vitry-le-François, des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dites à autorisation ;

Considérant que les diagnostics de pollutions des sols réalisés entre 2003 et 2013 n'ont concerné que le périmètre historique de l'établissement (atelier U1, à l'Ouest du canal) ;

Considérant que l'étude historique demandée suite à la visite de l'inspection en 2015 n'a jamais été réalisée ;

Considérant que cette étude devait conclure sur la suffisance des diagnostics de sol précédemment réalisés et, au besoin, sur des propositions d'investigations complémentaires, intégrant l'ensemble du périmètre de l'établissement ;

Considérant que des mesures visant à évacuer l'ensemble des déchets présents sur le site devaient être prises suite à la visite de l'inspection en 2015 ;

Considérant que l'inspection avait constaté suite à la visite de 2016 que l'ensemble des biens matériels et immatériels présents sur le site avaient été repris par la société North Stocks ;

Considérant que la visite d'inspection du 10 juillet 2023 a porté uniquement sur le site historique de l'entreprise (atelier U1) et a permis de constater les éléments suivants :

- la collectivité a revendu une partie de l'ancien site de production (atelier U1) à un particulier ;
- sur ces parcelles vendues, avait été identifiée une source de pollution à extraire (ancienne cuve de goudron) ;
- l'inspection n'a, à ce jour, aucune information sur le traitement de cette pollution ciblée ;
- le reste des locaux appartient à la Chambre de commerce et d'industrie Marne en Champagne ;
- il reste dans ces locaux une grande quantité de déchets issus des activités passées de l'établissement (émaux, palettes, moules, produits non cuits, produits non réutilisables etc) que ce soit du sous-sol jusque dans les étages, et ce, dans tous les bâtiments encore présents sur le site ;
- il n'y a, à ce jour, aucun dispositif de surveillance des effets de l'installation dans son environnement, notamment la surveillance de la nappe souterraine ;

Considérant que l'inspection ne dispose, à ce jour, d'aucun élément concernant la recherche d'une éventuelle pollution de sol au niveau du reste de l'ancien site industriel (à l'Est du canal), qui devait faire partie intégrante de l'étude complémentaire demandée dans le rapport de la visite d'inspection du 3 novembre 2015 et qui n'a jamais été réalisée ;

Considérant que les prescriptions réglementaires de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement en vigueur lors de la notification de la cessation d'activité déclarée le 2 juillet 2015, relatives à mise en sécurité et la remise en état éventuelle de l'établissement ne sont donc pas respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Mise en demeure

La SELARL AMANDINE RIQUELME, dont le siège social est situé 13 bis boulevard Foch, Reims Cedex 51 722, est mise en demeure, pour les installations pour lesquelles elle a été désignée comme liquidateur judiciaire, situées 12 avenue de la République, 51 300 Vitry-le-François de respecter les prescriptions de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, en vigueur à la date de la cessation d'activité.

En particulier, elle met en place les mesures relatives à la mise en sécurité et la remise en état éventuelle de l'établissement (ensemble du périmètre Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [ICPE] autorisé en 2009).

Article 2 : Délai

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 1, sous un délai de 6 mois.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

A l'issue de la réalisation des actions précitées, l'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 3 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, et notamment son point 4°, en ordonnant le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Vitry-le-François, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la SELARL AMANDINE RIQUELME située 13 bis boulevard Foch 51722 Reims Cedex, désignée liquidateur judiciaire de la société SB CERAMIC située 12 avenue de la République 51300 Vitry-le-François.

Châlons-en-Champagne, le **28 AOUT 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Emile SCUMBO

